CONVENTION SUR LES ZONES HUMIDES

62e réunion du Comité permanent

Gland, Suisse, 4-8 septembre 2023

**SC62 Doc.8.1**

**Questions financières et budgétaires :**

**Rapport sur les questions financières pour 2022 et 2023**

**Mesures requises :**

 Le Comité permanent est invité à :

i) examiner et accepter les états financiers vérifiés pour 2022, au 31 décembre 2022 ;

ii) prendre note des résultats du budget administratif pour 2022 ;

iii) prendre note de l’état du financement non administratif et des contributions volontaires pour 2022 ;

iv) approuver le report des fonds préengagés de 2022 à 2023, ainsi qu’il est indiqué au paragraphe 10 et présenté dans la colonne C du tableau de l’annexe 4 ;

v) examiner et approuver la réaffectation du solde inutilisé pour les MCR, comme décrit au paragraphe 11 ;

vi) prendre note du montant de 140 000 CHF utilisé pour compléter le financement volontaire des frais de déplacement des délégués, comme indiqué au paragraphe 18, et approuver l’utilisation des fonds excédentaires à cet effet ;

vii) approuver l’allocation prévue à la ligne D du budget administratif « Soutien aux Initiatives régionales Ramsar » aux IRR éligibles, comme indiqué au paragraphe 32 ; et

viii) prendre note des excédents décrits aux paragraphes 19 et 20 et examiner les options proposées par le Secrétariat au sujet de l’utilisation éventuelle des fonds excédentaires, comme décrit au paragraphe 33.

**Contexte**

1. Le présent rapport porte sur les questions financières relatives aux résultats du budget administratif et du budget non administratif de la Convention sur les zones humides pour 2022, et sur le budget pour 2023.

2. La bonne gestion financière des fonds administratifs et non administratifs du Secrétariat a été validée par l’auditeur externe. Les responsabilités internes et la répartition des contrôles entre l’Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le Secrétariat ont été documentées, afin de s’assurer que les processus de gestion financière du Secrétariat sont conformes aux politiques et procédures de l’UICN, le cas échéant.

3. L’année 2022 a marqué la reprise des activités qui étaient restées à l’arrêt pendant la pandémie de COVID-19, notamment les déplacements et les réunions en présentiel des organes directeurs et subsidiaires, à savoir : la reprise de la 59e Réunion du Comité permanent à Gland, Suisse, en mai 2022 (SC59/2022) et la 14e Session de la Conférence des Parties contractantes (COP14) à Wuhan, Chine et Genève, Suisse, en novembre 2022.

**Résultats pour 2022 : budget administratif**

4. Les états financiers 2022 vérifiés sont présentés à l’annexe 1.

5. Une synthèse des résultats du budget administratif 2022 est jointe à l’annexe 2. Elle présente, dans la colonne A, le budget 2022 d’un montant de 5 081 000 CHF approuvé dans la Résolution ExCOP3.2*, Questions financières et budgétaires*, y compris les ajustements approuvés par le Comité permanent à sa 59e Réunion (SC59/2022), en mai 2022. La colonne B du même tableau présente l’allocation de 286 000 CHF de l’excédent de 2021 et la colonne C l’allocation des soldes engagés de 2021, pour un total de 765 000 CHF, deux allocations autorisées par le Comité permanent. Enfin, la colonne D présente les ajustements au budget approuvé qui ont été autorisés en novembre 2022, à la 60e Réunion du Comité permanent.

6. Le budget total disponible pour 2022 était donc de 6 132 000 CHF. L’annexe 2 présente également les recettes et dépenses pour 2022 (confirmées par les états financiers, dans l’annexe 1) et le solde au 31 décembre 2022 pour chacune des lignes et catégories budgétaires.

7. Le Comité permanent est invité à examiner et accepter les états financiers vérifiés pour 2022 (annexe 1). Les états financiers complets vérifiés pour 2022, y compris les notes et l’avis de l’auditeur, ont aussi été publiés sur le site Web de la Convention[[1]](#footnote-1).

8. À la fin de l’année 2022, le solde du budget administratif s’élevait à 1 241 000 CHF. Ce montant comprenait 701 000 CHF de fonds préengagés/planifiés en 2022, à dépenser en 2023, et 644 000 CHF d’économies, dont il faut déduire le déficit net de recettes de 104 000 CHF. Le tableau 1 ci-dessous présente une synthèse des sous-totaux. Il importe de noter que les économies résultent essentiellement de l’accumulation des fonds non dépensés reportés au cours de la période triennale 2019-2021 et en 2022 conformément aux dispositions de la décision SC57-50[[2]](#footnote-2) du Comité permanent, suite à une moindre mise en œuvre des activités budgétées durant la pandémie de COVID-19.

*Tableau 1 : Synthèse des fonds préengagés du budget administratif pour 2022 et des économies réalisées sur le budget triennal 2019-2021 et sur le budget 2022
(en milliers de CHF, incluant d’éventuels écarts d’arrondis)*

| **Catégorie / Département** | **Fonds préengagés/ planifiés en 2022 à dépenser en 2023(A)** | **Économies réalisées en 2022 (B)** | **Total des fonds préengagés pour 2023 et économies 2022(C=A+B)** | **Commentaires sur les fonds préengagés/ planifiés pour 2023 et les économies**  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Cadres supérieurs et gouvernance | 8 | 32 | 40 | **Préengagés/planifiés :**déplacements **Économies :** vacances de postes  |
| Mobilisation des ressources et sensibilisation  | 225 | 53 | 278 | **Préengagés/planifiés :** i) 28 000 redéveloppement web ; ii) 79 000 Programme CESP ; iii) 113 000 communication, traductions, publications et établissement de rapports et iv) 5 000 déplacements.**Économies :** i) vacances de poste et ii) appui Web/services informatiques |
| Appui et conseils aux régions  | 121 | 138 | 259 | **Préengagés/planifiés :** i) 96 000 CHF pour les Missions consultatives Ramsar reportées à 2023 et ii) 25 000 CHF pour déplacements.**Économies** : vacances de postes  |
| Appui aux Initiatives régionales Ramsar | 24 | 100 | 124 | **Préengagés/planifiés :** poursuite de la mise en œuvre en 2023 de l’IRR du bassin de l’Amazone.**Économies** : pas d’allocation aux IRR |
| Services scientifiques et techniques | 190 | 210 | 400 | **Préengagés/planifiés :** i) 17 000 déplacements ; ii) 4 000 déplacements du Président du GEST ; iii) 25 000 mise en œuvre du GEST ; iv) 20 000 réunions du GEST ; v) 82 000 cinquième Plan stratégique et vi) 42 000 poursuite de la mise en œuvre des inventaires en 2023.**Économies**: i) vacance de poste ; ii) mise en œuvre réduite du GEST ; iii) la réunion en présentiel du GEST n’a pas eu lieu et iv) Service d’information sur les Sites Ramsar.  |
| Administration | 71 | 97 | 168 | **Préengagés/planifiés :** 71 000 poursuite de la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités au cours de la période triennale suivante**Économies**: i) engagement de personnel et indemnités de départ ; ii) fournitures et équipements de bureau. |
| Services au Comité permanent | 14 | 0 | 14 | **Préengagés/planifiés :** 14 000 Groupe de travail sur l’efficacité. |
| Coût des services administratifs de l’UICN | 0 | 15 | 15 | **Économies**: Coût des services administratifs de l’UICN |
| Provisions, différences liées au change et services juridiques | 49 | -1 | 48 | **Préengagés/planifiés :** i) frais juridiques : 49 000.**Dépassement :** 1 000 de dépassement des provisions. |
| **Sous-total** | **701** | **644** | **1 345** |   |
| Déficit des recettes par rapport au budget |  | -104 | -104 | Moins les impôts sur le revenu et le revenu des intérêts. |
| **Solde total du budget administratif 2022** | **701** | **540** | **1 241** |   |

9. Les points suivants sont soulignés pour examen par le Comité permanent :

a) Les prévisions de recettes ont généralement été conformes au budget, à l’exception de l’impôt sur le revenu qui a été inférieur au budget de 99 000 CHF en raison de vacances de postes, tandis que le revenu des intérêts a été inférieur au budget de 6 000 CHF.

b) Les coûts salariaux globaux de 3 270 000 CHF correspondent à un taux d’exécution du budget de 91 % et les coûts salariaux ont représenté 68 % du montant total des dépenses.

c) Les provisions budgétisées pour le personnel ont augmenté de 19 000 CHF en résultat net de la diminution de la provision pour licenciement du personnel de 8 000 CHF, d’une augmentation de la provision pour rapatriement du personnel de 17 000 CHF et d’une augmentation de la provision pour congés du personnel de 10 000 CHF.

d) En 2022, les provisions pour contributions impayées s’élevaient à 152 000 CHF, c’est‑à‑dire 2000 CHF de plus que le budget approuvé. D’autres détails sont donnés dans le document SC62 Doc.8.2, *État des contributions annuelles.*

10. Le Secrétariat propose de reporter le montant des fonds préengagés de 701 000 CHF à 2023, comme noté dans la deuxième colonne du tableau 1 « Fonds préengagés/ planifiés en 2022 à dépenser en 2023 ». Le Secrétariat souhaite mentionner que les fonds préengagés comprennent le report de 59 000 CHF du solde des déplacements non dépensé, car le Secrétariat estime que le budget de 2023 ne suffira pas à payer les déplacements nécessaires durant l’année, compte tenu de l’augmentation des coûts de déplacement à la suite de la pandémie de COVID-19.

11. En outre, les fonds préengagés comprennent le report de 96 000 CHF de fonds non dépensés pour les Missions consultatives Ramsar (MCR) qui étaient autrefois alloués par le Comité permanent. Sur le montant de 96 000 CHF, le Secrétariat prévoit d’utiliser 25 000 CHF pour une MCR au Nicaragua en 2023. Le Secrétariat demandera l’approbation du Comité permanent pour réaffecter à de futures MCR le solde non dépensé de 71 000 CHF alloués à l’origine à des MCR en Sierra Leone et au Malawi, conformément aux Décisions SC53-29 et SC57-47, notant que ces deux MCR ne sont plus requises.

12. Les fonds qui, avant 2017, avaient été transférés à des projets non administratifs restent dans la catégorie des fonds non administratifs et sont utilisés aux fins spécifiques approuvées par la Décision SC54-26. Une synthèse de ces activités figure dans le rapport sur les fonds non administratifs présenté à l’annexe 3. La pratique qui consistait à effectuer de tels transferts a été abandonnée en 2017.

*Révisions au budget administratif 2022 approuvées par le Comité permanent*

13. Les révisions suivantes ont été apportées au budget administratif en 2022 :

a) Le budget administratif 2022 approuvé à la ExCOP3 a été révisé et approuvé lors de la 59e Réunion du Comité permanent (SC59/2022) en mai 2022 (Décision SC59/2022-38) ; et

b) Le budget administratif 2022 approuvé lors de la 59e Réunion du Comité permanent, en 2022 (SC59/2022), a été ajusté par le Comité permanent à sa 60e Réunion, en novembre 2022 pour procéder à l’ajustement entre les lignes budgétaires concernant les déplacements du personnel, les salaires, les charges sociales et autres prestations liées à l’emploi, l’appui aux délégués au Comité permanent, les réunions et les frais d’interprétation, le budget global demeurant inchangé.

**Excédent 2022**

14. Le bilan des recettes et des dépenses pour 2022 figurant dans les états financiers vérifiés (voir annexe 1, tableau II) indique que le solde des fonds administratifs était de 3 930 000 CHF à la fin de l’année. Ce montant comprend le solde des fonds administratifs 2021 (au début de 2022) d’un montant de 3 738 000 CHF et le solde net des recettes sur les dépenses pour 2022 d’un montant de 192 000 CHF selon les états financiers vérifiés et les résultats du budget administratif 2022 pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022 (annexe 2).

15. Le solde du budget administratif 2022 ci-dessus comprend le fonds de réserve de 762 000 CHF qui correspond à 15 % du budget administratif annuel, soit le niveau maximum approuvé par les Parties contractantes à la COP14 au paragraphe 32 de la Résolution XIV.1, *Questions financières et budgétaires*.

16. Le solde des fonds administratifs comprend également les 588 000 CHF approuvés par la COP14 sur l’excédent du budget administratif 2019-2021 (Résolution XIV.1, paragraphes 15 et 16) qui peuvent être utilisés dans la période triennale 2023-2025. Ce montant comprend 228 000 CHF pour couvrir le déficit créé dans le budget administratif[[3]](#footnote-3) et 360 000 CHF pour augmenter la provision pour contributions impayées dans la période triennale 2023-2025.

17. Ce solde comprend également les soldes préengagés de 701 000 CHF, ainsi qu’il est précisé dans le tableau 1 ci-dessus, sommes qui seront dépensées en 2023 et ont donc été incluses dans le budget 2023 (voir annexe 4).

18. Enfin, le solde des fonds administratifs comprend aussi les fonds approuvés dans la période intersessions, par le Comité permanent, en octobre 2022 (Décision intersessions 01 Post-59/2022), pour compléter le financement volontaire de l’appui aux délégués à la COP14. Le Comité permanent a autorisé l’utilisation temporaire des fonds de la réserve, sous forme de prêt, à concurrence de 470 000 CHF. Le montant utilisé après la collecte de fonds s’est élevé à 140 000 CHF. Le Comité permanent est invité à approuver l’utilisation de l’excédent pour couvrir ce montant.

19. L’excédent du budget administratif 2022 disponible, à la discrétion du Comité permanent, est donc de 1 739 000 CHF. Le tableau 2, ci-dessous présente les détails. Le Comité permanent est invité à décider de l’emploi de cet excédent.

*Tableau 2 : excédent du budget administratif 2022 à affecter (en milliers de CHF)*

|  |  |
| --- | --- |
| **(I) Solde du Fonds au 31 décembre 2022 selon les états vérifiés** | **3 930** |
| **Réserve, approuvée et préengagée :** |   |
| Fonds de réserve, 15% (Résolution XIII.2, paragraphe 33) | 762 |
| Utilisation des économies pour 2023-2025, approuvée par la COP14 (Résolution XIV.1, paragraphe 15) | 228 |
| Utilisation des économies pour 2023-2025, approuvée par la COP14 (Résolution XIV.1, paragraphe16) | 360 |
| Soldes du budget administratif préengagés (tableau 1) |  701  |
| Déficit de la collecte de fonds pour le déplacement des délégués parrainés (décision intersessions) | 140 |
| **(II) Total de la réserve approuvée et préengagée**  | **2 191** |
| **(III=I-II) Excédent administratif 2022 moins réserve approuvée et préengagée - à affecter**  | **1 739** |

20. Le Secrétariat suggère plusieurs utilisations possibles des économies réalisées dans la section ci-dessous sur le « Budget administratif 2023 » et sa sous-section « Utilisation possible des excédents dégagés en 2022 ».

**Résultats pour 2022 : état du financement non administratif et contributions volontaires**

21. Ainsi qu’il est indiqué à l’annexe 1, section II, *État des recettes et des dépenses pour l’exercice clos au 31 décembre 2022*, des recettes de projets pour un montant de 1 960 000 CHF et des contributions volontaires de la Région Afrique [[4]](#footnote-4) pour un montant de 4 000 CHF ont été versées en 2022, pour un total de recettes provenant de contributions volontaires non administratives de 1 964 000 CHF. Le détail des fonds non administratifs au 31 décembre 2022 figure à l’annexe 3.

22. Les contributions volontaires reçues en 2022 figurent dans le tableau 3 ci-dessous. Suivant les instructions du Comité permanent précisées dans sa Décision SC53-32, le tableau résume les contributions reçues et leur utilisation prévue.

*Tableau 3 : Recettes des projets provenant de contributions volontaires non administratives reçues en 2022
(en milliers de CHF, incluant d’éventuels écarts d’arrondis)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Donateur** | **Montant des recettes** | **Description** |
| Chine | 1 320 | Accueil de la COP14 et frais d’organisation |
| Chine | 200 | Appui aux délégués parrainés à l’occasion de la COP14 |
| Australie | 139 | Les jeunes et les zones humides |
| Belgique | 147 | Inventaires |
| Danone | 88 | Activités du projet Danone |
| Australie | 32 | Appui aux délégués parrainés à l’occasion de la COP14 |
| Allemagne | 19 | Appui aux délégués parrainés à l’occasion de la COP14 |
| Finlande | 14 | Appui aux délégués parrainés à l’occasion de la COP14 |
| Autriche | 1 | Appui aux délégués parrainés à l’occasion de la COP14 |
| **Total des contributions volontaires non administratives**  | **1 960** |  |

23. On constate une augmentation des contributions volontaires non administratives par rapport à 2021, lorsque ces contributions s’élevaient à 462 000 CHF. Cette progression correspond à la tenue de la COP14 en novembre 2022.

24. Sur le budget de 1 320 000 CHF pour la COP14 à Wuhan et à Genève, généreusement fourni par le Gouvernement de la République populaire de Chine, il restait 211 000 CHF. Le total des dépenses encourues par le Secrétariat s’élevait à 1 109 000 CHF. L’efficacité de la gestion des coûts a permis au Secrétariat de remplir ses responsabilités à l’intérieur de ce budget. Le Secrétariat est en discussion avec la Chine sur l’utilisation future du solde.

25. En 2021, l’accord de partenariat avec Danone s’est poursuivi par la mise en œuvre de l’accord pour 2022-2024 afin de mieux sensibiliser les décideurs des secteurs public et privé à la cause et à la connaissance des zones humides à l’échelle mondiale.

26. Les Parties contractantes et d’autres donateurs potentiels ont été sollicités au sujet du financement des postes budgétaires non administratifs prioritaires identifiés à l’annexe 3 de la Résolution XIII.2 et dans l’annexe 4 de la Résolution XIV.1.

27. La principale priorité du Secrétariat, en 2022, a été de collecter des fonds pour assurer la participation à la COP14 de délégués parrainés éligibles. En 2022, un total de 266 000 CHF a été reçu (comme on le voit dans le tableau 3 ci‑dessus, tandis que 33 000 CHF promis par le Canada ont été reçus en avril 2023. En outre, la Suisse a autorisé l’utilisation de 100 000 CHF du solde des fonds de la Subvention suisse pré‑2016 pour l’Afrique, et 25 000 CHF reçus de la Norvège en 2021 ont été alloués au déplacement des délégués parrainés. Ces contributions, associées à l’utilisation temporaire de fonds excédentaires, approuvée par le Comité permanent, ont permis au Secrétariat de parrainer 94 délégués représentant des pays éligibles. Le montant total dépensé pour l’appui aux délégués parrainés s’est élevé à 564 000 CHF.

28. Le Secrétariat exprime sa gratitude aux Parties contractantes et aux donateurs pour leurs contributions volontaires aux activités non administratives de la Convention, y compris aux Parties contractantes ayant versé des contributions en vue de soutenir les délégués parrainés pour la COP14.

*Contributions volontaires de la Région Afrique*

29. En 2022, la contribution volontaire nette des Parties contractantes de la région Afrique s’est élevée à 4 000 CHF.

30. Les fonds reçus pour une affectation future s’élèvent à 28 000 CHF, ainsi qu’il est indiqué dans le document SC62 Doc.8.2 *État des contributions annuelles*, paragraphe 22.

**Budget administratif 2023**

31. Une synthèse du budget proposé pour 2023 figure à l’annexe 4. Elle comprend le budget approuvé par la COP14, d’un montant de 5 081 000 CHF ; l’utilisation autorisée des économies réalisées sur le budget 2021 pour 196 000 CHF ; les fonds préengagés du budget 2022 à dépenser en 2023 pour un montant de 701 000 CHF. Le montant total du budget administratif proposé pour 2023 s’élève donc à 5 978 000 CHF.

32. Comme indiqué dans le document SC62 Doc.25 *Rapport du Secrétariat sur les initiatives régionales Ramsar,* le Secrétariat invite le Comité permanent, à sa 62e Réunion, à examiner et approuver l’allocation de fonds aux IRR proposée dans le budget administratif de 2022. Le Secrétariat propose une allocation de 30 000 CHF à l’Initiative régionale Ramsar pour l’Afrique australe, pour ses activités en 2023, selon le paragraphe 17 du document susmentionné.

*Utilisation possible des excédents dégagés en 2022*

33. Le Comité permanent est invité à examiner les utilisations possibles des excédents de 2022, compte tenu du fait que le fonds de réserve est à son niveau maximal. Le Secrétariat présente les suggestions suivantes pour examen :

a) Le Secrétariat a déterminé que des ressources supplémentaires d’un montant de 22 000 CHF étaient nécessaires pour l’examen des Résolutions et Décisions précédentes, , tel qu’indiqué dans le paragraphe 19 du document SC62 Doc.15, afin de conclure les nouvelles étapes proposées pour cette tâche, sous réserve de l’approbation du Comité permanent.

b) Le Comité permanent, à sa 62e Réunion, examinera le rapport préparé par le Secrétariat et figurant dans le document SC62 Doc.12 sur les approches et systèmes en ligne visant à améliorer la collaboration entre les Parties contractantes, dans la période intersessions, selon instructions de la Résolution XIV.3, paragraphe 12. Le Comité permanent peut décider d’attribuer des fonds pour d’autres activités fondées sur le rapport et la décision qu’il prendra concernant les options présentées.

c) La fourniture d’un appui technique aux Parties contractantes pour faire en sorte que les données principales soient disponibles dans le SISR pour toutes les zones humides d’importance internationale, l’accent étant mis sur les limites des sites et, si possible, en tenant également compte d’autres champs de données du SISR. Le Secrétariat peut rechercher la collaboration d’organisations partenaires compétentes à cet effet. Le Comité permanent peut décider d’attribuer un montant à concurrence de 90 000 CHF pour la période triennale.

34. Le Secrétariat propose que ces fonds soient prélevés sur les économies réalisées en 2022 et prie le Comité permanent, à sa 62e Réunion, d’approuver cette proposition.

*Autres informations*

35. Le Secrétariat s’est efforcé d’appliquer les Décisions SC57-44 et SC57-45 visant à encourager le versement des contributions annuelles en temps opportun. En 2022, des rappels ont été envoyés tous les trois mois, par courrier électronique, aux Parties contractantes dont le solde des contributions annuelles restait impayé. Pour plus de détails, veuillez consulter le document SC62 Doc.8.2 *État des contributions annuelles*, paragraphes 15-19.

36. Conformément aux dispositions de la Décision SC58-18, le Comité permanent prend acte de l'état des contributions annuelles dans la période intersessions, dans le cadre d’une approche de groupe afin de confirmer les soldes impayés à recouvrer au cours de la période suivant la clôture des comptes et avant la signature des états financiers par l’auditeur. En conséquence, le 30 janvier 2023, le Secrétariat a adressé une demande au Comité permanent priant celui-ci de prendre acte de l’état des contributions mises en recouvrement au 31 décembre 2022. Aucune observation n’ayant été reçue au cours de la période considérée, les contributions non acquittées au 31 décembre 2022 sont considérées comme reconnues.

**Annexe 1**

**État financier vérifié au 31 décembre 2022 (modèle de rapport suisse)**

**I. Bilan au 31 décembre** [[5]](#footnote-5)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *en milliers de francs suisses (CHF)* | **Notes** | **2022** |  | **2021** |
| **ACTIFS** |  |  |  |  |
| **Actifs courants** |  |  |  |  |
| Liquidités et dépôts bancaires à court terme |  | 6 377 |  | 6 946 |
| Comptes à recevoir de Parties contractantes (net) | 6 | 390 |  | 484 |
| Montant à recevoir de l’UICNAutres comptes à recevoir | 7 | 10534 |  | 049 |
| **Total actifs courants** |  | 6 906 |  | 7 479 |
|  |  |  |  |  |
| **Immobilisations (nettes)** | 9 | 27 |  | 17 |
| **Total actifs non courants** |  | 27 |  | 17 |
|  |  |  |  |  |
| **TOTAL ACTIFS** |  | **6 933** |  | **7 496** |
|  |  |  |  |  |
| **PASSIF ET SOLDE DES FONDS** |  |  |  |  |
| **Passifs courants** |  |  |  |  |
| Sommes dues à l’UICN |  | 0 |  | 135 |
| Autres comptes à payer | 8 | 757 |  | 1 054 |
| Charges à payer |  | 76 |  | 121 |
| **Total passifs courants** |  | 833 |  | 1 310 |
|  |  |  |  |  |
| **Provisions** |  |  |  |  |
| Rapatriement de personnel | 5 | 150 |  | 133 |
| Congés  | 5 | 141 |  | 132 |
| Résiliation de contrats | 5 | 184 |  | 192 |
| **Total provisions** |  | 475 |  | 457 |
|  |  |  |  |  |
| **Fonds et réserves** |  |  |  |  |
| Fonds de réserve administratifs | 11 | 3 930 |  | 3 738 |
| Fonds non administratifs - projets | 12 | 1 695 |  | 1 991 |
| **Total Fonds et réserves** |  | 5 625 |  | 5 729 |
|  |  |  |  |  |
| **TOTAL PASSIF ET SOLDE DE FONDS** |  | **6 933** |  | **7 496** |

**II. État des recettes et des dépenses pour l’exercice clos au 31 décembre 2022**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **2022** |  | **2021** |
| *en milliers de francs suisses (CHF)* | **Notes** | **Fonds adminis-tratifs** | **Projets non adminis-tratifs** |  | **Total** |  | **Fonds adminis-tratifs** | **Projets non adminis-tratifs** |  | **Total** |
| **Recettes** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Revenus externes :* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions des Parties contractantes |  |  3 779  |  | -  |  |  3 779  |  |  3 779  |  | -  |  |  3 779  |
| Contributions volontaires des États‑Unis |  | 1 066  |  | -  |  |  1 066  |  | 1 066  |  | -  |  |  1 066  |
| Contributions volontaires de la Région Afrique |  | -  |  | 4 |  | 4 |  | -  |  |  11  |  |  11  |
| Revenus de projets |  | -  |  | 1 960 |  | 1 960 |  | -  |  |  462  |  | 462  |
| Dégrèvements fiscaux suisses | 10 | 126 |  | -  |  | 126 |  | 227  |  | -  |  |  227 |
| **Total recettes**  |  |  **4 971** |  | **1 964** |  | **6 935** |  |  **5 072** |  | **473**  |  |  **5 545**  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Dépenses** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Dépenses d’exploitation *:* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Mobilisation des ressources et sensibilisation |  |  (390) |  |  (234) |  |  (624) |  |  (518) |  |  (136) |  |  (654) |
| Initiatives régionales, appui et conseils aux régions |  |  (1 187) |  |  (285) |  |  (1 472) |  |  (1 258) |  |  (155) |  | (1 413) |
| Services scientifiques et techniques |  |  (634) |  |  (14) |  |  (648) |  |  (588) |  | (48)  |  | (636) |
| Gestion, gouvernance, opérations et appui |  |  (2 422) |  | (1 674)  |  |  (4 096) |  |  (2 234) |  |  - |  | (2 234) |
| **Total dépenses d’exploitation** |  |  **(4 633)** |  |  **(2 207)** |  |  **(6 840)** |  |  **(4 598)** |  |  **(339)** |  | **(4 937)** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Excédent/(Déficit) net avant autres recettes/dépenses** |  |  **338** |  |  **(243)**  |  |  **95**  |  | **474**  |  |  **134** |  |  **608**  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *Autres recettes (dépenses) :* | 4 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Produits/(charges) financier(e)s net(te)s |  |  4  |  |  (6) |  |  (2) |  |  7 |  |  (14) |  |  (7) |
| Charges non récurrentes ou de la période précédente |  | -  |  |  (47) |  |  (47) |  | -  |  | (6)  |  |  (6)  |
| Provisions et amortissements (charges) |  |  (150) |  |  -  |  |  (150) |  |  (61) |  | -  |  |  (61) |
| *Total des autres revenus/dépenses* |  |  (54) |  |  (53) |  |  (199) |  |  (54) |  | (20) |  | (74) |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Excédent/(Déficit) net avant autres recettes/dépenses** |  |  **192**  |  |  **(296)**  |  |  **(104)**  |  |  **420**  |  |  **114** |  |  **534**  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ÉTAT DES SOLDES** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **pour l’exercice clos le 31 décembre** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | **2022** |  | **2021** |
| *en milliers de francs suisses (CHF)* |  | **Fonds adminis-tratifs** | **Projets non adminis-tratifs** |  | **Total** |  | **Fonds adminis-tratifs** | **Projets non adminis-tratifs** |  | **Total** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Solde du fonds au début de l’exercice |  |  3 738  |  |  1 991  |  |  5 729  |  |  3 318  |  |  1 877  |  |  5 195  |
| Résultat net de l’exercice (recettes et dépenses) | 11 |  192  |  | (296)  |  | (104)  |  |  420  |  |  114 |  |  534  |
| **Solde en fin d’exercice** |  |  **3 930**  |  |  **1 695**  |  |  **5 625**  |  | **3 738**  |  | **1 991**  |  |  **5 729**  |

**III. États des flux de trésorerie pour l’exercice clos le 31 décembre 2022**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *en milliers de francs suisses (CHF)* | **2022** |  | **2021** |
|   |   |   |   |   |
| **Flux de trésorerie liés à l’exploitation** |   |   |   |   |
|  |   |   |   |   |
| **Excédent/(Déficit) des activités liées à l’exploitation** | **(104)** |  |  | **534** |
|  |  |  |  |  |
|  Amortissement des actifs immobilisés | 6 |   |   | 6 |
|  Augmentation/(diminution) des provisions pour arriérés de contributions | 152 |   |   | 60 |
|  Augmentation/(diminution) des engagements au titre des congés du personnel et des rapatriements | 26 |   |   | 19 |
|  Augmentation/(diminution) de la provision pour licenciement | (8) |   |   | 20 |
|  (Augmentation)/diminution des contributions à recevoir (montant brut) | (58) |   |   | 136 |
|  Augmentation/(diminution) des dettes envers les organisations partenaires | (135) |   |   | 74 |
|  (Augmentation)/diminution des autres débiteurs | (90) |   |   | 36 |
|  Augmentation/(diminution) des contributions payées d’avance | (181) |   |   | 227 |
|  Augmentation/(diminution) des créditeurs et charges à payer | (3) |   |   | 48 |
|  Augmentation/(diminution) des charges sociales à payer | (158) |   |   | 163 |
|  |   |   |   |  |
| **Montant total des flux de trésorerie liés à l’exploitation** | **(553)** |  |  | **1 323** |
|  |   |   |   |  |
| **Flux de trésorerie provenant des activités d’investissement** |   |   |   |  |
|  Acquisitions d’immobilisations | (16) |   |   | (11) |
|   |   |   |   |  |
| **Montant total des flux de trésorerie provenant des activités d’investissement** | **(16)** |  |  | **(11)** |
|   |   |   |   |  |
| **Entrées (sorties) nettes de trésorerie de l’exercice** | **(569)** |  |  | **1 312** |
|  |   |   |   |  |
| Encaisse et dépôts à court terme au début de l’exercice | 6 946 |   |   | 5 634 |
|  |   |   |   |  |
| **Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l’exercice** | **6 377** |  |  | **6 946** |

**Annexe 2**

**Résultats du budget administratif 2022 pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022**

*(en milliers de CHF, incluant d’éventuels écarts d’arrondis)*

| **Budget Ramsar 2022** | **Budget approuvé (approbation ExCOP3)** | **Utilisation des économies sur le budget 2021** | **Solde préengagé en 2021 à dépenser en 2022**(voir tableau 1 ci-dessus pour les détails) | **Ajustements SC60 au budget approuvé** | **Total budget 2022** | **Recettes et dépenses réelles** | **Solde** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **En milliers de CHF** | **(A)** | **(B)** | **(C)** | **(D)** | **(E) =A+B+C+D** | **(F)** | **(G)=(E)-(F)** |
| **RECETTES** |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions des Parties | 3 779 | 0 | 0 | 0 | 3 779 | 3 779 | 0 |
| Contributions volontaires | 1 065 | 0 | 0 | 0 | 1 065 | 1 065 | 0 |
| Impôts sur le revenu | 225 | 0 | 0 | 0 | 225 | 126 | 99 |
| Autres revenus (y compris revenus d’intérêts) | 12 | 0 | 0 | 0 | 12 | 6 | 6 |
| **TOTAL DES REVENUS** | **5 081** | **0** | **0** | **0** | **5 081** | **4 976** | **104** |
| **DÉPENSES** |  |  |  |  |  |  |  |
| A. Cadres supérieurs du Secrétariat & gouvernance | 1 030 | 5 | 0 | 6 | 1 041 | 1 001 | 40 |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 990 | 0 | 0 | 10 | 1 000 | 967 | 32 |
| Déplacements | 40 | 5 | 0 | (4) | 41 | 33 | 8 |
| B. Mobilisation des ressources et sensibilisation | 594 | 45 | 211 | (90) | 760 | 482 | 278 |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 438 | 0 | 0 | (80) | 358 | 327 | 31 |
| Programme de CESP | 30 | 0 | 56 | 0 | 86 | 7 | 79 |
| Communication, traductions, publications et rapports | 60 | 40 | 57 | 0 | 157 | 44 | 113 |
| Journée mondiale des zones humides | 0 | 0 | 12 | 0 | 12 | 12 | 12 |
| Appui et développement Web/TI | 56 | 0 | 0 | 0 | 56 | 34 | 22 |
| Redéveloppement web | 0 | 0 | 0 | 86 | 86 | 58 | 28 |
| Déplacements | 10 | 5 | 0 | (10) | 5 | 0 | 5 |
| C. Appui et conseils aux Régions | 1 237 | 10 | 96 | 50 | 1 393 | 1 134 | 259 |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 1 170 | 0 | 0 | 60 | 1 230 | 1 092 | 138 |
| Déplacements | 67 | 10 | 0 | (10) | 67 | 42 | 25 |
| Missions consultatives Ramsar | 0 | 0 | 96 | 0 | 96 | 0 | 96 |
| D. Appui aux Initiatives régionales  | 100 | 0 | 76 | 0 | 176 | 52 | 124 |
| Réseaux et centres régionaux | 100 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 100 |
| Bassin de l’Amazone 2021-report | 0 | 0 | 76 | 0 | 76 | 52 | 24 |
| E. Services scientifiques et techniques | 839 | 5 | 224 | 0 | 1 068 | 667 | 401 |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 651 | 0 | 0 | 0 | 651 | 556 | 95 |
| Déplacements | 18 | 0 | 10 | 0 | 28 | 11 | 17 |
| Déplacements Président du GEST | 5 | 0 | 12 | 0 | 17 | 13 | 4 |
| Mise en œuvre du GEST | 35 | 5 | 40 | 0 | 80 | 16 | 64 |
| Réunions du GEST | 50 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 50 |
| Plan stratégique SP5 (2022 - 2024) | 0 | 0 | 0 | 90 | 90 | 8 | 82 |
| ODD 6.6.1 (inventaires) | 0 | 0 | 72 | 0 | 72 | 30 | 42 |
| Service d’information sur les Sites Ramsar (entretien et développement) | 80 | 0 | 0 | 0 | 80 | 33 | 47 |
| G. Administration/SISR/Web | 481 | 101 | 73 | 10 | 665 | 497 | 168 |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 337 | 0 | 0 | 10 | 347 | 327 | 20 |
| Recrutement et indemnités de départ | 49 | 90 | 0 | 0 | 139 | 99 | 40 |
| Déplacements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Équipements/fournitures de bureau | 95 | 0 | 0 | 0 | 95 | 58 | 37 |
| Planification et renforcement des capacités | 0 | 11 | 73 | 0 | 84 | 13 | 71 |
| H. Services au Comité permanent | 150 | 0 | 23 | 24 | 197 | 183 | 14 |
| Appui aux délégués du Comité | 45 | 0 | 0 | (18) | 27 | 27 | 0 |
| Réunions du Comité | 10 | 0 | 9 | 7 | 26 | 26 | 0 |
| Traductions pour le Comité | 60 | 0 | 0 | 0 | 60 | 60 | 0 |
| Interprétation simultanée aux réunions du Comité | 35 | 0 | 0 | 35 | 70 | 70 | 0 |
| Groupe de travail sur l’efficacité | 0 | 0 | 14 | 0 | 14 | 0 | 14 |
| J. Coûts des services administratifs de l’UICN (maximum) | 541 | 0 | 0 | 0 | 541 | 526 | 15 |
| Administration, ressources humaines, services financiers et services informatiques | 541 | 0 | 0 | 0 | 541 | 526 | 15 |
| K. Divers - Fonds de réserve | 109 | 120 | 62 | 0 | 291 | 242 | 48 |
| Provisions pour le personnel | 20 | 0 | 0 | 0 | 20 | 19 | 1 |
| Provision au titre des contributions impayées | 30 | 120 | 0 | 0 | 150 | 152 | (2) |
| Gains/pertes liés au change | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Services juridiques | 59 | 0 | 62 | 0 | 121 | 72 | 49 |
| **TOTAL DÉPENSES** | **5 081** | **286** | **765** | **0** | **6 132** | **4 785** | **1 345** |
|   |   |   |   |   |   |   |   |
| **EXCÉDENT/(DÉFICIT)** |  |  |  |  |  | **192** | **1 241** |

**Annexe 3**

**Projets financés à partir de fonds affectés, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022**

*(en milliers de CHF, incluant d’éventuels écarts d’arrondis)*

| **Numéro du projet** | **Nom du projet** | **Solde (déficit) au 31 décembre 2021** | **Recettes en 2022** | **Dépenses en 2022** | **Transferts de projets et imputa-tions croisées** | **Solde (déficit) au 31 décembre 2022** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | (DR)/CR | (DR)/CR | (DR)/CR | (DR)/CR | (DR)/CR |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Coopération internationale**  |  |  |  |  |  |
| R100163 | SGF-2009-2020 | 18 | - | - | - | 18 |
| R100265 | SGA-Pre-2016 | 231 | - | (1) | (100) | 130 |
| R100266 | SGA-2016 | 22 | - | - | - | 22 |
| R100364 | WFF-2014 | 26 | - | - | - | 26 |
| R100365 | WFF - 2015-2021 | 150 | - | (1) | - | 149 |
| R100408 | Fonds Nagao pour les zones humides (NEF Japon) | 140 | - | (27) | - | 112 |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Total de la coopération internationale** | **586** | **-** | **(29)** | **(100)** | **457** |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Sites inscrits sur la Liste de Ramsar** |  |  |  |  |  |
| R100110 | MCR | 60 | - | (14) | - | 46 |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des Sites inscrits sur la Liste de Ramsar** | **60** | **-** | **(14)** | **-** | **46** |
| **Autre** |  |  |  |  |  |  |
| R100100 | Admin | 359 | 13 | (128) | 41 | 286 |
| R100102 | Redéveloppement SISR | 38 | - | - | - | 38 |
| R100103 | Redéveloppement Web | 64 | - | - | - | 64 |
| R100104 | Développement | 27 | - | - | - | 27 |
| R100105 | Examen scientifique | 33 | - | - | - | 33 |
| R100106 | Plan stratégique 2016 | 18 | - | - | - | 18 |
| R100108 | Traduction COP12 (FOEN-CH) | 45 | - | - | - | 45 |
| R100190 | Cycle de l’eau | 11 | - | - | - | 11 |
| R100311 | Rio Cruces | 52 | - | - | - | 52 |
| R100640 | COP14 - Chine | (4) | 1 320 | (1 106) | - | 210 |
| R100641R100700 | COP14 – Délégués parrainésCESP | -11 | 267- | (574)(11) | 125- | (182)- |
| R100816 | Danone 2016-2021 | 57 | - | (52) | - | - |
| R100817R100904 | Danone 2022-2024GEST NON ADMINISTRATIF | -145 | 88- | (43)- | (9)- | 35145 |
| R100915 | Travaux liés au genre | 5 | - | (2) | - | 3 |
| R100916 | Renforcement des capacités non administratives  | 37 | - | - | - | 37 |
| R100917 | Inventaires nationaux des zones humides  | 143 | 134 | - | - | 143 |
| R100918R101006 | La jeunesse et les zones humidesChangements climatiques | -40 | 139- | - | - | 40 |
| R101007 | Tourbières tropicales  | 27 | - | (12) | - | 15 |
| **Total pour autres** | **1 108** | **1 961**  | **(1 928)** | **127** | **1 268** |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Initiatives régionales** |  |  |  |  |  |  |
| R100146 | Zones humides des Caraïbes | 200 | (47) | (243) | (27) | (118) |
| R100200 | AVC, Initiatives régionales africaines | 37 | 4 | - | - | 40 |
| **Total des Initiatives régionales** | **236** | **(43)** | **(243)** | **(27)** | **(77)** |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Grand Total** | **1 990** | **1 918** | **(2 214)** | **-** | **1 694** |

**Annexe 4**

**Budget administratif proposé pour 2023**

*(en milliers de CHF incluant d’éventuels écarts d’arrondis)*

| **Budget Ramsar 2023 Approuvé par la COP14****en milliers de francs suisses (CHF)** | **Budget approuvé (approuvé par la COP14)****(A)** | **Utilisation autorisée par la COP14 des économies sur le budget 2021****(B)** | **Fonds préengagés de 2022 à dépenser en 2023****(C)** | **Budget total 2023****(D)= (A)+(B)+(C)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **RECETTES** |  |  |   |  |
| Contributions des Parties | 3 779 | 0 | 0 | 3 779 |
| Contributions volontaires | 1 065 | 0 | 0 | 1 065 |
| Impôts sur le revenu | 225 | 0 | 0 | 225 |
| Autres revenus (y compris revenus d’intérêts) | 12 | 0 | 0 | 12 |
| **TOTAL RECETTES** | **5 081** | **0** | **0** | **5 081** |
|  |  |  |  |  |
| **DÉPENSES** |  |  |   |  |
| A. Cadres supérieurs du Secrétariat | **1 050** | **5** | **8** | **1 063** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 1 010 | 0 | 0 |  1 010 |
| Déplacements | 40 | 5 | 8 |  53 |
| B. Mobilisation des ressources et sensibilisation | **508** | **45** | **225** | **778** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 352 | 0 | 0 |  352 |
| Programme de CESP | 30 | 0 | 79 | 109 |
| Communication, traductions, publications et rapports | 60 | 40 | 113 | 213 |
| Appui et développement Web/TI | 56 | 0 | 0 |  56 |
| Redéveloppement Web | 0 | 0 | 28 | 28 |
| Déplacements | 10 | 5 | 5 |  20 |
| C. Appui et conseils aux Régions | **1 309** | **10** | **121** | **1 440** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 1 242 | 0 | 0 |  1 242 |
| Déplacements | 67 | 10 | 25 |  102 |
| Missions consultatives Ramsar | 0 | 0 | 96 |  96 |
| D. Appui aux Initiatives régionales (IR) | **100** | **0** | **24** | **124** |
| Réseaux et centres régionaux *(NOTE : pour examen à SC62)* | 100 | 0 | 0 |  100 |
| Report Bassin de l’Amazone 2021 | 0 | 0 | 24 |  24 |
| E. Services scientifiques et techniques | **840** | **5** | **190** | **1 035** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 652 | 0 | 0 |  652 |
| Déplacements | 18 | 0 | 17 |  35 |
| Déplacements Président du GEST | 5 | 0 | 4 |  9 |
| Mise en œuvre du GEST | 35 | 5 | 25 |  65 |
| Réunions du GEST | 50 | 0 | 20 |  70 |
| Plan stratégique SP5 (2022 - 2024) | 0 | 0 | 82 |  82 |
| ODD 6.61 (Inventaires) | 0 | 0 | 42 |  42 |
| Service d’information sur les Sites Ramsar (entretien et développement) | 80 | 0 | 0 |  80 |
| F. Administration/Web | **474** | **11** | **71** | **556** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations liées à l’emploi | 331 | 0 | 0 |  331 |
| Recrutement et indemnités de départ | 48 | 0 | 0 | 48 |
| Déplacements | 0 | 0 | 0 |  0 |
| Équipements/fournitures de bureau | 95 | 0 | 0 |  95 |
| Planification et renforcement des capacités | 0 | 11 | 71 |  82 |
| G. Services au Comité permanent | **150** | **0** | **14** | **164** |
| Appui aux délégués du Comité | 45 | 0 | 0 | 45  |
| Réunions du Comité | 10 | 0 | 0 | 10  |
| Services de traduction pour le Comité | 60 | 0 | 0 | 60  |
| Interprétation simultanée aux réunions du Comité | 35 | 0 | 0 | 35  |
| Groupe de travail sur l’efficacité | 0 | 0 | 14 | 14  |
| H. Coûts des services administratifs de l’UICN (maximum) | **541** | **0** | **0** | **541** |
| Administration, ressources humaines, services financiers et services informatiques | 541 | 0 | 0 | 541  |
| I. Divers - Fonds de réserve | **109** | **120** | **49** | **278** |
| Provisions pour le personnel | 20 | 0 | 0 | 20  |
| Provision au titre des contributions impayées | 30 | 120 | 0 | 150  |
| Gains/pertes liés au change | 0 | 0 | 0 | 0  |
| Services juridiques | 59 | 0 | 49 | 108  |
| **TOTAL DÉPENSES** | **5 081** | **196** | **701** | **5 978** |

1. Voir [https://www.ramsar.org/ document/report-of-the-auditor-to-the-standing-committee-on-the-financial-statements-2022](https://www.ramsar.org/%20document/report-of-the-auditor-to-the-standing-committee-on-the-financial-statements-2022). [↑](#footnote-ref-1)
2. Décision SC57-50 : « Conformément aux responsabilités définies dans la Résolution 5.2, *Questions financières et budgétaires*, annexe 3, paragraphe 8, le Comité permanent décide que les soldes non engagés/non dépensés des lignes budgétaires peuvent être reportés à l’année suivante pendant la période triennale et présentés à la réunion suivante du Sous-groupe sur les finances. » [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir paragraphe 15 de la Résolution XIII.2, *Questions financières et budgétaires 2019-2021,* <https://www.ramsar.org/fr/document/resolution-xiii2-questions-financieres-et-budgetaires>. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir le paragraphe 23 de la Résolution X.2, *Questions financières et budgétaires*, <https://www.ramsar.org/document/resolution-x2-financial-and-budgetary-matters>. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir les notes des états financiers vérifiés à https://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/report\_auditor\_ramsar\_2021\_e.pdf [↑](#footnote-ref-5)